

Plan Local d'Urbanisme

Modification simplifiée n°3

1. Additif au rapport de présentation

COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE

Madame la Présidente de la Communauté d'agglomération

Grand Annecy

46 avenue des Îles - BP 90270 - 74007 Annecy cedex

Téléphone : (+33) 4 50 63 48 48 - Télécopie : (+33) 4 50 63 48 58

Courriel : amenagement@grandannecy.fr

Joyce LOUEMBE

Chargée de mission juridique (droit de l'urbanisme)

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT

06 99 71 11 95

jlouembe@grandannecy.fr

Nadège Chomaz

n.chomaz Urbaniste

Urbaniste

06 73 02 12 58

nadege.chomaz@gmail.com

Sommaire

Introduction	3
1. Description des évolutions apportées	4
1-1 MODIFICATION DU REGLEMENT GRAPHIQUE	4
1-2 MODIFICATIONS DU REGLEMENT ECRIT	6
2. Exposé	12
2.1. LES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PLU	12
2.1.1. Document d'urbanisme en vigueur	12
2.1.2. Choix de la procédure	12
2.2. JUSTIFICATIONS LIEES AUX MODIFICATIONS	13
2.3. CONFORTEMENT DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DU PADD	14
2.4. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES, VALEUR ET VULNERABILITE DU TERRITOIRE CONCERNE PAR LA PROCEDURE	15
2.4.1. Cadre juridique	15
2.4.2. Processus décisionnel	17
2.4.3. Auto-évaluation environnementale	18
3. Prise en compte des documents supra-communaux	21
3.1. COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT) DU BASSIN ANNECIEN	21
3.2. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE RHONE MEDITERRANEE	22
3.3. PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE)	22
3.4. PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL CLIMAT-AIR-ENERGIE (SRCAE)	23
4. Pièces modifiées	23

Introduction

La Commune d'Annecy est une commune nouvelle depuis le 14 juillet 2016. Elle est le résultat de la fusion des communes historiques d'Annecy, Annecy-le-Vieux, Cran-Gevrier, Meythet, Pringy et Seynod. La commune nouvelle compte 131 715 habitants en 2021.

Elle fait partie du **coeur de l'agglomération du Grand Annecy**.

La Commune nouvelle d'Annecy s'étend sur 66,94 km². Elle est voisine des communes de :

- LA BALME DE SILLINGY, CUVAT, FILLIÈRE, ARGONAY et VILLAZ au Nord
- NAVES-PARMELAN, DINGY SAINT-CLAIR, ALEX et VEYRIER-DU-LAC à l'Est
- SEVRIER, QUINTAL, VIUZ-LA-CHIESAZ, CHAPEIRY et MONTAGNY-LES-LANCHES au Sud
- CHAVANOD, POISY et ÉPAGNY METZ-TESSY à l'Ouest

La Commune a conscience des enjeux du territoire et participe à sa structuration, notamment en densifiant son tissu bâti au plus près des services, des emplois et des lignes de transports collectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune historique d'ANNECY a été approuvé le 12 décembre 2016. Il a fait l'objet d'une évaluation environnementale.

Il a évolué plusieurs fois :

- modification n°1 du 19 décembre 2019
- mise à jour n°1 du 25 juin 2020
- mise à jour n°2 du 17 décembre 2020
- mise à jour n°3 du 7 juillet 2021
- mise à jour n°4 du 14 octobre 2021
- mise à jour n°5 du 16 mars 2022
- modification n°2 du 23 mars 2023

Les PLU des communes historiques sont en vigueur jusqu'à l'approbation du PLUI HMB du Grand Annecy.

Après plusieurs années de mise en œuvre, le Grand Annecy, compétent en matière de document d'urbanisme depuis 2017, modifie le document d'urbanisme pour **créer un sous-secteur Uea2 pour le centre de secours principal d'Annecy**.

Conformément aux articles R.104-33 à R.104-37, la personne responsable de la modification, Madame la Présidente du Grand Annecy, réalise un examen au cas par cas.

Le contenu de la modification simplifiée n°3 respecte les critères fixés par les articles L 153-36 et L 153-45 du code de l'urbanisme.

Les pièces du dossier du PLU concernées par cette modification simplifiée sont :

- rapport de présentation du PLU approuvé complété par le présent rapport de présentation comprenant :
 - 1° description de l'évolution apportée au PLU
 - 2° exposé proportionné aux enjeux environnementaux décrivant notamment :
 - a) caractéristiques principales du document d'urbanisme
 - b) objet de la procédure de modification simplifiée
 - c) caractéristiques principales, valeur et vulnérabilité du territoire concerné par la procédure
 - d) raisons pour lesquelles le projet ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement
- règlement écrit

Le détail des modifications est exposé dans le chapitre suivant. Les autres pièces du PLU demeurent inchangées.

- règlement graphique

1. Description des évolutions apportées

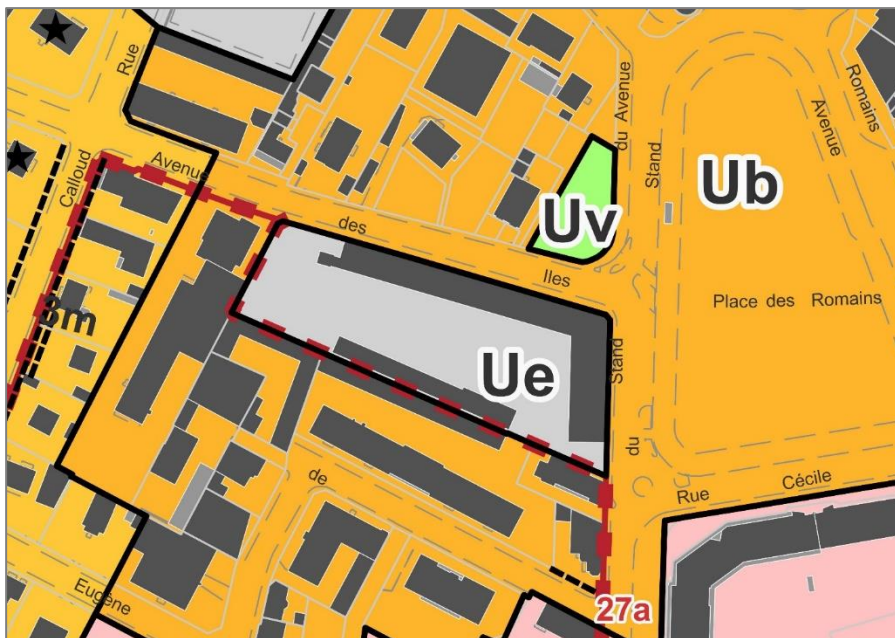
Les éléments figurant ci-dessous constituent l'exposé des motifs des modifications du PLU qui compléteront le rapport de présentation du PLU.

La modification simplifiée n°3 du PLU est réalisée dans **une démarche itérative et de respect du code de l'urbanisme, des documents supra-communaux, de l'organisation urbaine, des caractéristiques paysagères, des milieux naturels et continuités écologiques, des risques et de l'activité économique**. Dans cette démarche, chaque évolution du volet réglementaire sera cohérente avec les choix politiques issus de la hiérarchisation des enjeux lors de l'élaboration du PLU. L'objectif étant de pouvoir expliquer et justifier les évolutions des règles.

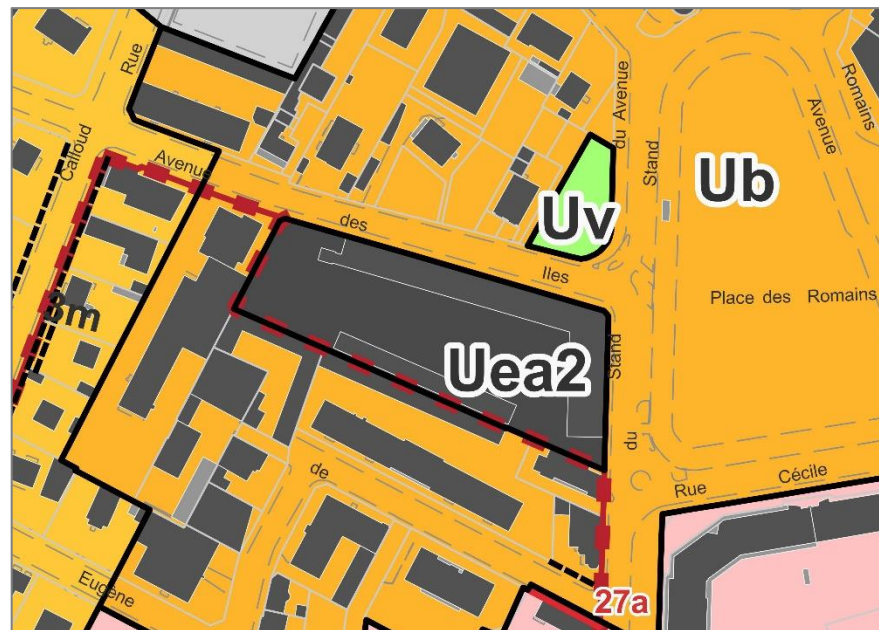
Après échanges entre les différentes directions du Grand Annecy, le Service Départementale d'Incendie et de Secours 74 et la Ville d'Annecy, il s'avère nécessaire de modifier le règlement graphique et écrit pour **accompagner la restructuration des équipements**.

1-1 MODIFICATION DU REGLEMENT GRAPHIQUE

Un sous-secteur Uea2 est créé sur l'emprise du CIS classé initialement en Ue.



Règlement graphique avant



Règlement graphique après

1-2 MODIFICATIONS DU REGLEMENT ECRIT

L'objectif est de consolider la rédaction de la partie écrite du règlement du PLU en créant un sous-secteur Uea2 et d'apporter ces modifications ponctuelles d'importance limitée au règlement de la zone Ue.

*On trouvera ci-dessous le règlement initial puis le règlement modifié avec les éléments ajoutés en **rouge** et les éléments supprimés en ~~rouge barré~~.*

Règlement AVANT	Règlement APRES
<p>Article 1 Occupations et utilisations du sol</p> <p>1-1 Sont autorisées les constructions et installations à destination :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'équipement d'intérêt collectif et de service public, -de commerce et d'activités de services en secteur Uea, -de centre de congrès et d'exposition en secteur Uea1. <p>1-2 Sont interdites les constructions et installations à destination :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'habitation, -de commerces et d'activités de services hors secteur Uea -d'activités des secteurs secondaires et tertiaires (à l'exception de centre de congrès et d'exposition), -d'entrepôt, -d'exploitation agricole ou forestière. <p>1-3 Occupations et utilisations du sol autorisées ou soumises à condition particulières:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les travaux (démolition, modification des volumes, intervention sur les toitures façades et clôtures), réalisés sur les édifices et ensembles remarquables faisant l'objet d'une protection au titre de l'article R151-19 du code de l'urbanisme figurant au plan de zonage, dès lors qu'ils se conforment aux principes contenus au sein de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) patrimoniale. -Les travaux (démolition, modification des volumes, intervention sur les toitures façades et clôtures) réalisés sur le patrimoine bâti intéressant repéré au sein de l'OAP patrimoniale, dès lors qu'ils se conforment aux principes contenus au sein de ladite OAP. -Les travaux réalisés en secteur AVAP devront se conformer aux prescriptions de celle-ci. 	<p>Article 1 Occupations et utilisations du sol</p> <p>1-1 Sont autorisées les constructions et installations à destination :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'équipement d'intérêt collectif et de service public, -de commerce et d'activités de services en secteur Uea, -de centre de congrès et d'exposition en secteur Uea1. <p>- les logements en zone Uea2</p> <p>1-2 Sont interdites les constructions et installations à destination :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'habitation, -de commerces et d'activités de services hors secteur Uea -d'activités des secteurs secondaires et tertiaires (à l'exception de centre de congrès et d'exposition), -d'entrepôt, -d'exploitation agricole ou forestière. <p>1-3 Occupations et utilisations du sol autorisées ou soumises à condition particulières :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les travaux (démolition, modification des volumes, intervention sur les toitures façades et clôtures), réalisés sur les édifices et ensembles remarquables faisant l'objet d'une protection au titre de l'article R151-19 du code de l'urbanisme figurant au plan de zonage, dès lors qu'ils se conforment aux principes contenus au sein de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) patrimoniale. -Les travaux (démolition, modification des volumes, intervention sur les toitures façades et clôtures) réalisés sur le patrimoine bâti intéressant repéré au sein de l'OAP patrimoniale, dès lors qu'ils se conforment aux principes contenus au sein de ladite OAP. -Les travaux réalisés en secteur AVAP devront se conformer aux prescriptions de celle-ci.

<p>-Les travaux exécutés sur une construction existante non conforme aux règles édictées par le PLU, dès lors qu'ils n'ont pas pour objet d'aggraver sa non-conformité avec les dites règles ou qu'ils sont sans effet à leur égard,</p> <p>-Le logement, sous réserve d'être lié et nécessaire à l'activité de gardiennage de constructions et d'équipements d'intérêt collectif et de service public.</p> <p>-Les constructions et équipements nécessaires au tourisme d'affaires, sous réserve de leur bonne intégration au site.</p> <p>-La reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit après sinistre dès lors qu'elle intervient dans un délai de dix ans maximum à compter de la date du sinistre.</p> <p>-Les exhaussements et affouillements du sol dès lors qu'ils sont liés aux ouvrages, travaux, aménagements et constructions autorisées.</p> <p>1-4 Occupations et utilisations du sol interdites :</p> <p>-Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).</p> <p>-Les aires d'accueil des gens du voyage.</p> <p>-Les terrains de camping et de caravanning, le stationnement isolé de caravane et les parcs résidentiels de loisirs.</p> <p>-Les garages collectifs de caravane, les dépôts de véhicules, les parcs d'attraction.</p>	<p>-Les travaux exécutés sur une construction existante non conforme aux règles édictées par le PLU, dès lors qu'ils n'ont pas pour objet d'aggraver sa non-conformité avec les dites règles ou qu'ils sont sans effet à leur égard,</p> <p>-Le logement, sous réserve d'être lié et nécessaire à l'activité de gardiennage de constructions et d'équipements d'intérêt collectif et de service public.</p> <p>-Les constructions et équipements nécessaires au tourisme d'affaires, sous réserve de leur bonne intégration au site.</p> <p>-La reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit après sinistre dès lors qu'elle intervient dans un délai de dix ans maximum à compter de la date du sinistre.</p> <p>-Les exhaussements et affouillements du sol dès lors qu'ils sont liés aux ouvrages, travaux, aménagements et constructions autorisées.</p> <p>1-4 Occupations et utilisations du sol interdites :</p> <p>-Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).</p> <p>-Les aires d'accueil des gens du voyage.</p> <p>-Les terrains de camping et de caravanning, le stationnement isolé de caravane et les parcs résidentiels de loisirs.</p> <p>-Les garages collectifs de caravane, les dépôts de véhicules, les parcs d'attraction.</p>
<p>Article 4 Qualité du cadre de vie</p> <p>(...)</p> <p><u>Antennes</u></p> <p>Les antennes paraboliques, antennes-relais, et leurs équipements, doivent être intégrés au mieux à la construction et à la composition de la toiture. Ils seront le moins visible possible depuis les voies alentours et depuis le voisinage y compris en vue plongeante. Ils sont interdits sur les façades vues depuis l'espace public.</p> <p>(...)</p>	<p>Article 4 Qualité du cadre de vie</p> <p>(...)</p> <p><u>Antennes</u></p> <p>En zone Uea2, les antennes de transmission nécessaires au fonctionnement des équipements de sécurité publique peuvent être installées sans intègrement et librement sur les constructions .</p> <p>Les antennes paraboliques, antennes-relais, et leurs équipements, doivent être intégrés au mieux à la construction et à la composition de la toiture. Ils seront le moins visible possible depuis les voies alentours et depuis le voisinage y compris en vue plongeante. Ils sont interdits sur les façades vues depuis l'espace public.</p> <p>(...)</p>

Article 5 Stationnement

(...)

5-2 Normes minimales de stationnement selon la destination de la construction

Destinations et sous destinations	Normes minimales
Habitation (non compris les locaux vélos) : - Logement	1 place par 50 m ² de surface de plancher
Commerce et activités de service : - Artisanat et commerce de détail - Restauration - Hébergement hôtelier et touristique	- 1 place par 50 m ² de surface de plancher - 1 place par 50 m ² de surface de plancher - 1 place par 100 m ² de surface de plancher
Centre de congrès et d'exposition	Le nombre de places de stationnement à réaliser est déterminé en tenant compte : - de leur nature ; - du taux et du rythme de leur fréquentation ; - de leur situation géographique au regard des transports en commun et des parcs publics de stationnement existants à proximité ; - de leur regroupement et du taux de foisonnement envisageable.
Equipement d'intérêt collectif et service public	Le nombre de places de stationnement à réaliser est déterminé en tenant compte : - de leur nature ; - du taux et du rythme de leur fréquentation ; - de leur situation géographique au regard des transports en commun et des parcs publics de stationnement existants à proximité ; - de leur regroupement et du taux de foisonnement envisageable.

(...)

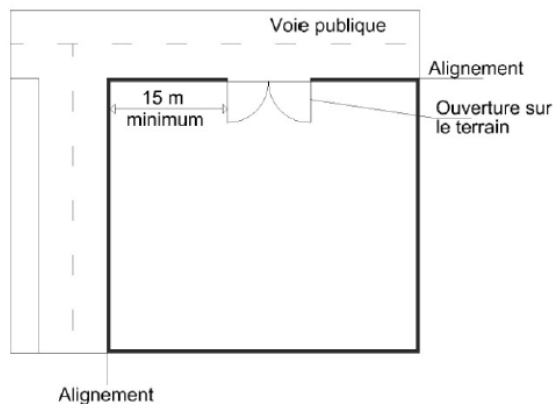
Article 5 Stationnement

5-2 Normes minimales de stationnement selon la destination de la construction

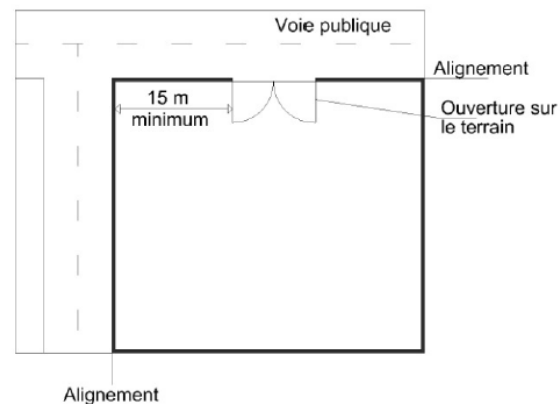
Destinations et sous destinations	Normes minimales
Habitation (non compris les locaux vélos) : - Logement	1 place par 50 m ² de surface de plancher
Commerce et activités de service : - Artisanat et commerce de détail - Restauration - Hébergement hôtelier et touristique	- 1 place par 50 m ² de surface de plancher - 1 place par 50 m ² de surface de plancher - 1 place par 100 m ² de surface de plancher
Centre de congrès et d'exposition	Le nombre de places de stationnement à réaliser est déterminé en tenant compte : - de leur nature ; - du taux et du rythme de leur fréquentation ; - de leur situation géographique au regard des transports en commun et des parcs publics de stationnement existants à proximité ; - de leur regroupement et du taux de foisonnement envisageable.
Equipement d'intérêt collectif et service public	Le nombre de places de stationnement à réaliser est déterminé en tenant compte : - de leur nature ; - du taux et du rythme de leur fréquentation ; - de leur situation géographique au regard des transports en commun et des parcs publics de stationnement existants à proximité ; - de leur regroupement et du taux de foisonnement envisageable.

(...)

<p>Article 6 Équipements, réseaux et emplacements réservés</p> <p>6-1 Conditions de desserte par les voies publiques ou privées <u>6-1.1 Caractéristiques des voies de desserte existantes, publiques ou privées :</u> Tout projet doit être adapté aux caractéristiques des voies qui assurent sa desserte au regard notamment du trafic qu'il est susceptible d'engendrer.</p> <p><u>6-1.2 Caractéristiques des voies nouvelles privées :</u> Le tracé et les caractéristiques des voies doivent répondre aux besoins du projet et à la morphologie du terrain d'assiette du projet.</p> <p>6-2 Accès automobile Les accès doivent être adaptés à l'opération et être aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique et à assurer la préservation des éléments paysagers intéressants. La voie constituant la desserte du terrain sur lequel est projetée l'opération doit permettre l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et le ramassage des ordures ménagères. Il n'est autorisé qu'un seul accès par voie, sauf impossibilité liée à la configuration du terrain. En outre, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, l'accès sur celle de ses voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit. Dans le cas de terrain d'angle, un seul accès est autorisé ; il doit être situé à 15 mètres minimum à compter de l'intersection de l'alignement de chacune des voies, sauf impossibilité liée à la configuration du terrain.</p>	<p>Article 6 Équipements, réseaux et emplacements réservés</p> <p>6-1 Conditions de desserte par les voies publiques ou privées <u>6-1.1 Caractéristiques des voies de desserte existantes, publiques ou privées :</u> Tout projet doit être adapté aux caractéristiques des voies qui assurent sa desserte au regard notamment du trafic qu'il est susceptible d'engendrer.</p> <p><u>6-1.2 Caractéristiques des voies nouvelles privées :</u> Le tracé et les caractéristiques des voies doivent répondre aux besoins du projet et à la morphologie du terrain d'assiette du projet.</p> <p>6-2 Accès automobile Les accès doivent être adaptés à l'opération et être aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique et à assurer la préservation des éléments paysagers intéressants. La voie constituant la desserte du terrain sur lequel est projetée l'opération doit permettre l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et le ramassage des ordures ménagères. Excepté en zone Uea2, il n'est autorisé qu'un seul accès par voie, sauf impossibilité liée à la configuration du terrain. En outre, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, l'accès sur celle de ses voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit. Excepté en zone Uea2, dans le cas de terrain d'angle, un seul accès est autorisé ; il doit être situé à 15 mètres minimum à compter de l'intersection de l'alignement de chacune des voies, sauf impossibilité liée à la configuration du terrain.</p>
---	---



Les constructions situées en bordure des voies et places à vocation piétonne, où la circulation automobile, en dehors de celle des véhicules de livraison et de service, est susceptible d'être interdite par arrêté municipal, ne sont pas tenus d'avoir un accès automobile à leur terrain à partir de cette voie. Les voies et places concernées sont classées dans la catégorie des voies piétonnes par délibérations du conseil municipal.



Les constructions situées en bordure des voies et places à vocation piétonne, où la circulation automobile, en dehors de celle des véhicules de livraison et de service, est susceptible d'être interdite par arrêté municipal, ne sont pas tenus d'avoir un accès automobile à leur terrain à partir de cette voie. Les voies et places concernées sont classées dans la catégorie des voies piétonnes par délibérations du conseil municipal.

2.1. LES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PLU

2.1.1. Document d'urbanisme en vigueur

La Commune d'Annecy est dotée d'un **PLU depuis le 12 décembre 2016**. Le document a ensuite fait l'objet des procédures d'évolution indiquées en introduction.

2.1.2. Choix de la procédure

La procédure de modification simplifiée n°3 a été engagée par la Présidente de l'EPCI du Grand Annecy par arrêté du 26 juin 2024. **La procédure a pour effet de modifier le règlement écrit et graphique sans majorer les possibilités de construction, sans diminuer ces possibilités, sans réduire la surface d'une zone U ou AU.**

L'article L.153-45 du CU précise que la modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée dans les cas :

- 1° autres que ceux mentionnés à l'article L. 153-41 ;
- 2° de majoration des droits à construire prévus à l'article L. 151-28 ;
- 3° où elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle ;
- 4° prévus au II de l'article L. 153-31.

Article L153-41 : Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;*
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;*
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;*
- 4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code*

Article L153-38 : Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

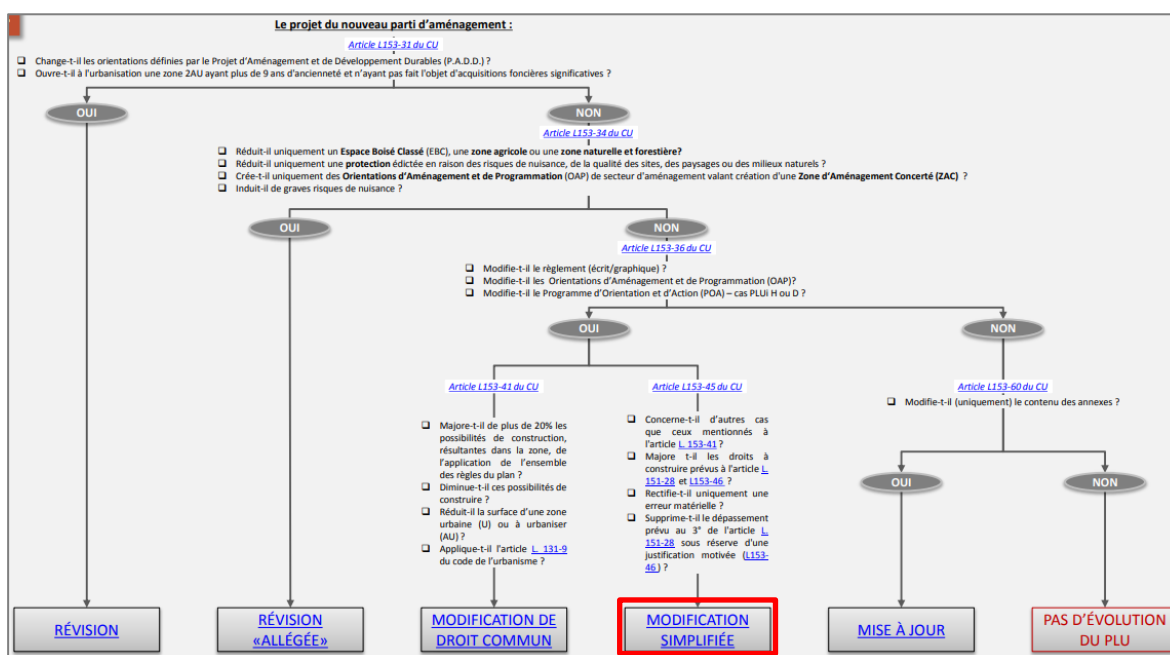
Article L153-31 : I.-Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

- 1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;*
- 2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;*
- 3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.*
- 4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.*
- 5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.*

II.-Lorsqu'ils ont pour objet de soutenir le développement de la production d'énergies renouvelables, au sens de l'article L. 211-2 du code de l'énergie, de la production d'hydrogène renouvelable ou bas-

carbone, au sens de l'article L. 811-1 du même code, ou du stockage d'électricité ou d'identifier des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables arrêtées en application de l'article L. 141-5-3 du même code, les changements mentionnés au 1° du I du présent article et la modification des règles applicables aux zones agricoles prises en application des deux derniers alinéas de l'article L. 151-9 du présent code relèvent de la procédure de modification simplifiée prévue aux articles L. 153-45 à L. 153-48.

→ **Les dispositions proposées modifient le règlement écrit et graphique et relèvent du champ de la modification simplifiée codifiée aux articles L153-45 du CU.**



La procédure a été engagée à l'initiative de Madame la Présidente du Grand Annecy qui a établi le projet de modification simplifiée.

L'article L.153-47 du CU précise que :

« Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, [...] par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition. [...]

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée. [...] ».

Il est précisé que la procédure fait l'objet d'un examen au cas par cas préalable à l'évaluation environnementale d'un document d'urbanisme envoyé en amont à la MRAE.

2.2. JUSTIFICATIONS LIEES AUX MODIFICATIONS

Cette modification simplifiée n°3 a pour objet de **créer un sous-secteur Uea2 pour le centre de secours principal d'Annecy.**

Cette entité, située dans un secteur de service public et d'intérêt collectif au PLU, va garder sa destination de service public.

L'évolution du PLU a pour objectif de **permettre la restructuration de la caserne et des anciens logements pour le personnel.** Les places de stationnements nécessaires au projet vont être réalisées

en adéquation. La restructuration de cet équipement de service public nécessite également **des aménagements et une configuration adaptée aux besoins : accès, équipements sportifs, stationnements de véhicules spécifiques, locaux adaptés, antenne de transmissions...**

2.3. CONFORTEMENT DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DU PADD

L'objectif du Grand Annecy est de faciliter les projets en densification et restructuration tout en prenant soin des coutures avec l'environnement. Le PADD du PLU initial est organisé en 5 axes :

1. Conforter Annecy dans sa dynamique de territoire et contribuer au développement économique et touristique

Objectif 1 : conforter Annecy dans sa dynamique de territoire.

Objectif 2 : Maintenir et soutenir le tissu économique local dynamique et varié

Objectif 3 : en requalifiant les zones d'activités

Objectif 4 : valoriser et développer les atouts touristiques d'Annecy

→ **La présente modification simplifiée n'a pas d'incidence sur le tourisme, le commerce, l'artisanat, la restauration.... Ce projet s'inscrit dans l'objectif de constituer un cœur urbain dense où les services publics sont maintenus à un bon niveau.**

2. Assurer l'équilibre social de l'habitat intégrant un bon niveau de services et d'équipements à la population

Objectif 1 : développer l'offre en habitat

Objectif 2 : Encourager la mixité sociale et générationnelle

Objectif 3 : Maintenir un haut niveau de sécurité à destination de la population

→ **La présente modification simplifiée permet de réaliser les logements nécessaires à l'hébergement du personnel. Elle respecte donc l'objectif de favoriser le développement et la diversification de l'offre de logement pour répondre aux besoins du plus grand nombre.**

→ **La modification ne remet pas en cause l'objectif de mixité sociale et générationnelle dans un même quartier.**

→ **L'objectif du PADD de maintenir des équipements de centralité est respecté avec la mutualisation de la salle multisport.**

3. Œuvrer pour une mobilité urbaine et des déplacements respectueux de leur environnement

Objectif 1 : Rééquilibrer les façons de se déplacer en permettant leur diversification et leur évolution

Objectif 2 : Favoriser le développement, l'usage et la performance des transports en commun

Objectif 3 : organiser et optimiser le stationnement en ville

Objectif 4 : Prévoir et favoriser le développement de bornes électriques

→ **La modification simplifiée respecte cette orientation puisqu'elle permettra de créer des logements en centre ville, dans l'enceinte de travail du personnel.**

4. Préserver l'environnement et le cadre de vie

Objectif 1 : Préserver et développer les espaces verts naturels et urbains

Objectif 2 : Prendre en compte la transition énergétique

Objectif 3 : Préserver la santé et la sécurité de tout un chacun.

→ **Le secteur de projet est déjà entièrement aménagé et bâti et le projet permettra de végétaliser au sol et en toitures.**

5. Aménager l'espace dans le respect du patrimoine et de la qualité de vie

Objectif 1 : Favoriser el renouvellement urbain en permettant la reconstruction de la ville sur la ville

Objectif 2 : Conserver et valoriser la richesse du patrimoine bâti

→ **L'ilot bâti concerné n'est pas recensé comme élément patrimonial.**

→ **L'ensemble des modifications conforte ces orientations et ne remet pas en question les orientations du PADD du PLU d'Annecy.**

Le PADD du PLUI HMB du Grand Annecy a été débattu durant la préparation de la présente modification. Il comporte trois grands axes :

Axe1 : Apaiser notre territoire : créer les conditions d'un aménagement et d'un développement soutenables

Orientation 1 : Répondre aux besoins des ménages et aux enjeux des transitions nécessaires.

Orientation 2 : Renforcer et intensifier les pôles urbains et les proximités pour organiser l'agglomération du quart d'heure et l'irriguer par une mobilité multimodale.

Axe2 : Ancrer nos modes d'aménagement et de développement dans un cycle sobre et vertueux pour préserver nos ressources à long terme

Orientation 3 : Réduire fortement la consommation foncière pour atteindre le ZAN à l'horizon 2050

Orientation 4 : Préserver les sols naturels, agricoles et forestiers

Orientation 5 : Préserver et valoriser les trames verte, bleue et noire dans et hors espaces urbanisés

Orientation 6 : Cycle de l'eau

Orientation 7 : Préserver et valoriser la richesse et la diversité des paysages et patrimoines, remarquables comme ordinaires

Orientation 8 : Assurer un développement répondant aux enjeux des transitions énergétique et écologique

Orientation 9 : Prendre en compte les risques dans les choix de développement et protéger la population des risques et nuisances

Axe 3 : Piloter un développement économique, agricole et touristique responsable et durable

Orientation 10 : Renforcer la diversité des modes d'accueil des entreprises et des emplois

Orientation 11 : Accompagner le parcours résidentiel des entreprises

Orientation 12 : Adapter l'offre commerciale à l'évolution des modes de consommation

Orientation 13 : Assurer la pérennité du potentiel de production agricole et valoriser la production forestière

Orientation 14 : Améliorer les qualités d'accueil d'un tourisme responsable, qui régule mieux ses activités et la fréquentation du territoire

Orientation 15 : Poursuivre le déploiement de l'enseignement supérieur et de la recherche

→ **L'objectif tout au long de l'élaboration de cette modification du PLU d'Annecy a été de vérifier que les évolutions du volet réglementaire sont compatibles avec les orientations du PADD du PLUI HMB pour assurer la cohérence entre ces deux documents.**

Les modifications apportées au PLUI ne remettent pas en question le projet porté à l'échelle du territoire du Grand Annecy.

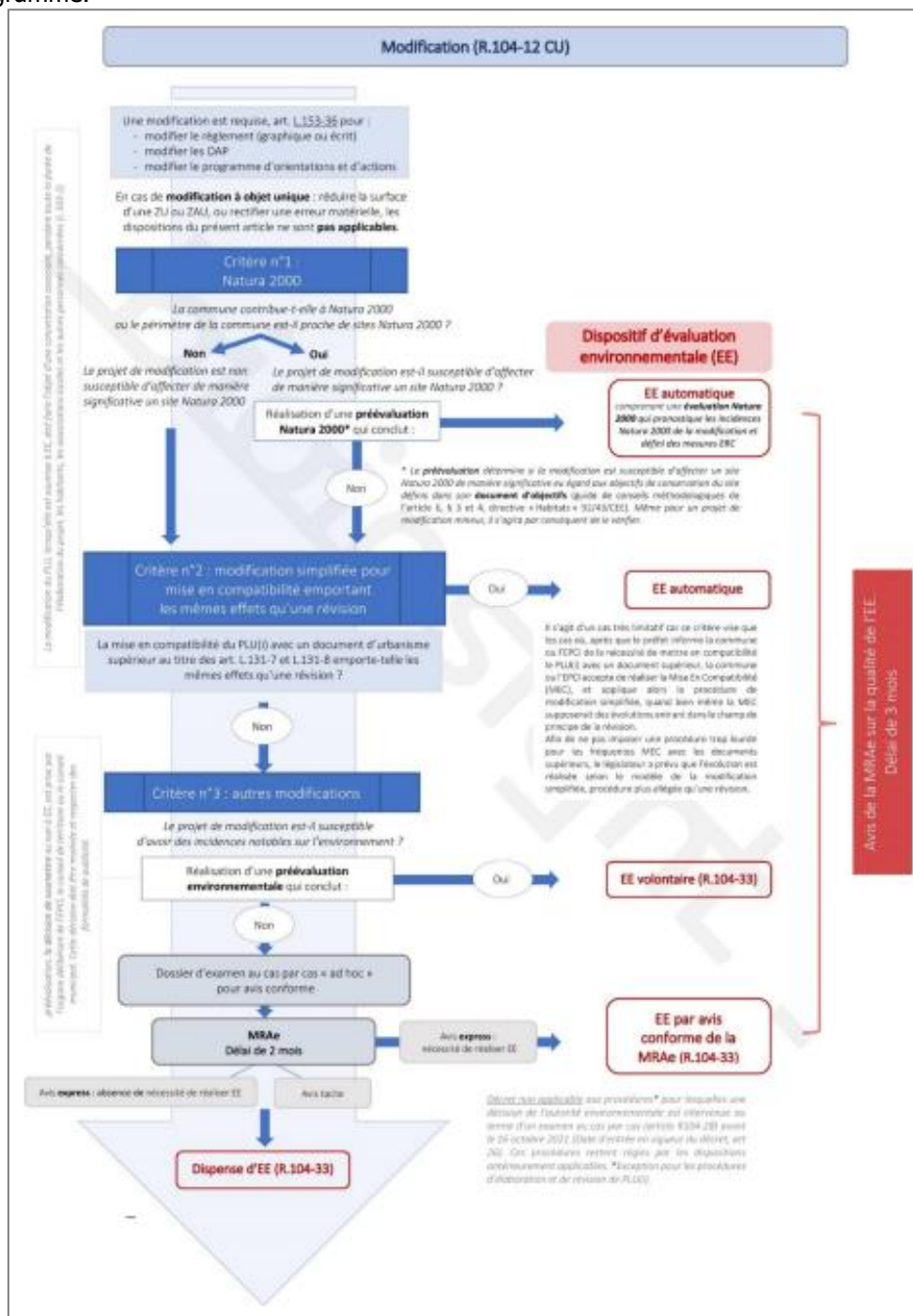
2.4. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES, VALEUR ET VULNERABILITE DU TERRITOIRE CONCERNE PAR LA PROCEDURE

2.4.1. Cadre juridique

Une **préévaluation environnementale** détermine si un projet de document d'urbanisme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement (évaluation d'une probabilité = risque dans le cadre du principe de précaution). Une **évaluation environnementale** doit être alors effectuée dès lors qu'un projet de document est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement. Une **évaluation environnementale** décrit et évalue les incidences notables probables d'un projet de document d'urbanisme puis définit des mesures ERC pour y remédier.

Une **auto-évaluation** expose une préévaluation dans l'annexe 3 du dossier d'examen au cas par cas ad hoc pour avis conforme, dossier d'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable (la commune ou l'intercommunalité) puis transmis à l'autorité environnementale (R104-33, R104-34 et R104-35 CU et arrêté du 26 avril 2022 fixant le contenu du formulaire du dossier). Y seront détaillées par la commune les « raisons pour lesquelles son projet ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale » (R104-34 du Code de l'urbanisme : CU). Un tel exposé est « proportionné aux enjeux environnementaux de la procédure menée » (R104-34 CU).

Le dispositif d'EE qui s'impose relève d'un processus décisionnel suivant l'ordonnancement de critères d'importance décroissante établis par l'article R104-12 CU, processus restitué ci-dessous sous la forme d'un logigramme.



En complément, voir le dossier « auto-évaluation » en annexe

2.4.2. Processus décisionnel

Deux visites sur site ont eu lieu les 15 février et 28 mai 2024.
Le secteur concerné par la procédure est en plein cœur urbain.

Secteur du centre de secours principal d'Annecy



Source googleearth 2024 – Angle avenue des Îles / place des Romains

Le dispositif d'EE qui s'impose relève d'un processus décisionnel suivant l'ordonnancement de critères d'importance décroissante établis par l'article R104-12 CU, processus restitué ci-dessous sous la forme d'un logigramme.

1/ La commune déléguée d'Annecy n'est pas concernée par un site Natura 2000.
Le projet de modification simplifiée n° 3 ne satisfaisant pas le critère n° 1, il n'est donc pas soumis à évaluation environnementale de façon automatique.

2/ La modification simplifiée n°3 du PLU n'emporte pas les mêmes effets qu'une révision.
Le projet de modification ne vise qu'à créer un sous-secteur Uea2 en lieu et place d'un secteur Ue existant dans le cœur de l'urbanisation.
→ **Ces modifications n'emportent pas les mêmes effets qu'une révision.**

3/ Il faut donc réaliser une pré-évaluation environnementale pour déterminer si le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Le PLU d'Annecy a été approuvé le 12 décembre 2016. Il a fait l'objet d'une évaluation environnementale.

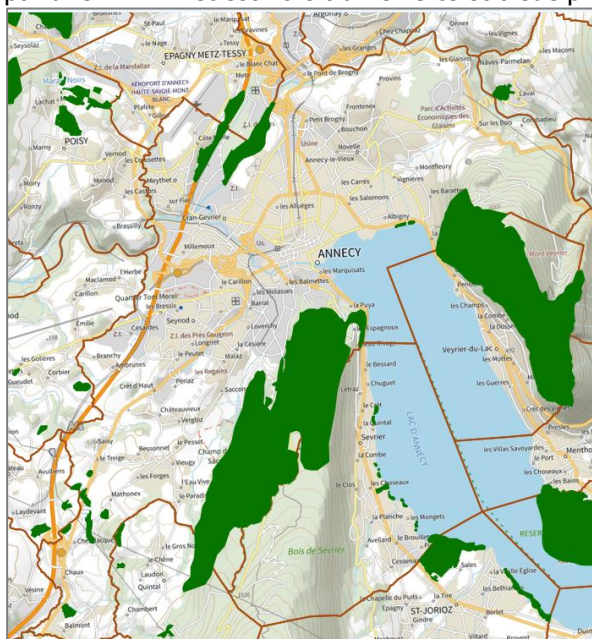
La modification n°2 approuvée le 23 mars 2023 n'a pas été soumise à évaluation environnementale par décision de la MRAE n°2022-ARA-KKU-2798 du 30 septembre 2022.

→ **Une pré-évaluation environnementale va être réalisée pour répondre à la question des R104-12 et R104-34 CU : le projet de modification simplifiée n° 1 est-il susceptible « d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE » ?**

2.4.3. Auto-évaluation environnementale

- Milieux naturels

Le secteur faisant l'objet de modification n'est pas recensé comme milieu naturel. Il n'est pas concerné par une ZNIEFF et est hors trame verte et bleue prévue à l'article L.371-1 du code de l'environnement :



Réservoir de biodiversité



Corridor écologique

Il n'est pas dans le périmètre de l'arrêté de protection de biotope Bois des Cotes – Marais de Cote Merle ni dans un espace boisé classé.

La modification simplifiée n°3 transforme une zone Ue (de service public et d'intérêt collectif) située en centre-ville bâti sans espace de pleine terre, en sous-secteur Uea2.

→ **Compte-tenu des modifications portées par le projet de modification simplifiée n°3, il n'y a pas de risque que le projet présente des effets notables sur les milieux naturels.**

- Incidences sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers

La modification simplifiée n°3 ne consomme pas d'espaces naturels, agricoles ou forestiers mais utilise un espace déjà bâti en centre-ville.

→ **Compte-tenu des modifications portées par le projet de modification simplifiée n°3, il n'y a pas de risque que le projet présente des effets notables sur la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers.**

- Incidences sur une zone humide

Les évolutions du PLU ne concerne pas de secteurs de zones humides.

→ **Compte-tenu des modifications portées par le projet de modification simplifiée n°3, il n'y a pas de risque que le projet présente des effets notables sur les zones humides.**

- Incidences sur l'eau potable

Le projet consiste en la réhabilitation et restructuration d'une caserne comportant des anciens logements. Les évolutions du PLU ne génèrent pas de consommation d'eau supplémentaire au PLU initial. La restructuration des équipements consiste en la mise en place de matériels sanitaires plus économes en eau (mousseurs, chasses d'eau 2 flux...), une récupération des eaux pluviales pour les lavages des véhicules et des remises qui étaient jusqu'à aujourd'hui réalisés avec l'eau potable. La défense incendie est assurée.

La modification simplifiée n°3 va permettre la réhabilitation et la restructuration de la caserne et des logements en réduisant la consommation d'eau potable.

→ **Compte-tenu des modifications portées par le projet de modification simplifiée n°3, il n'y a pas de risque que le projet présente des effets notables sur l'eau potable.**

- **Incidences sur la gestion des eaux pluviales**

La modification simplifiée n°3 n'a pas d'incidence sur la gestion des eaux pluviales car elle n'apporte pas d'artificialisation supplémentaire. Les eaux pluviales seront récupérées et utilisées pour le lavage des véhicules et des remises ou l'arrosage. Le traitement des eaux pluviales sera traité à la parcelle pour limiter les rejets.

→ **Compte-tenu des modifications portées par le projet de modification simplifiée n°3, il n'y a pas de risque que le projet présente des effets notables sur les eaux pluviales.**

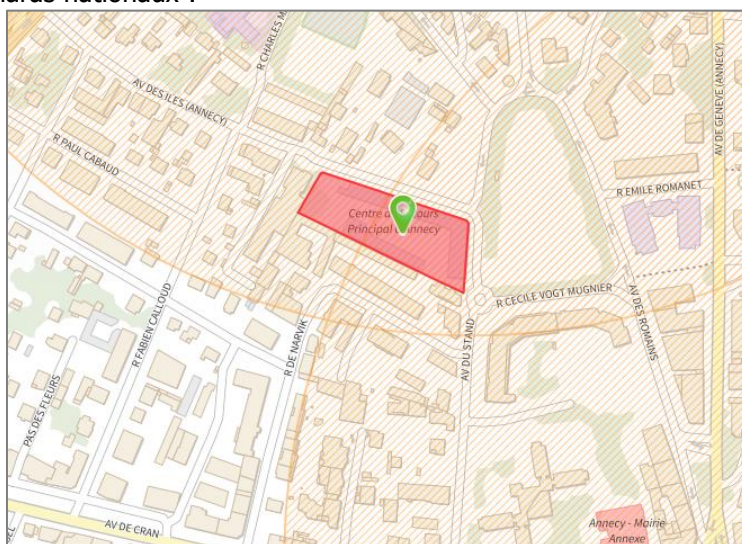
- **Incidences sur l'assainissement**

Le secteur est raccordé au réseau collectif d'assainissement et le secteur consiste en la réhabilitation de l'existant.

→ **Compte-tenu des modifications portées par le projet de modification simplifiée n°3, il n'y a pas de risque que le projet présente des effets notables sur la gestion des eaux usées.**

- **Incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti**

Le site est dans le périmètre de deux monuments historiques : Edifice Gallo-romain dit Basilique de Boutae et anciens haras nationaux :



Périmètre ABF

Les évolutions du PLU portent sur des zones déjà bâties. Le règlement écrit ne modifie pas le règlement écrit en ce qui concerne la volumétrie et l'aspect des constructions. Les nouvelles constructions et/aménagements respecteront le règlement écrit actuel de la zone et devront respecter la qualité urbaine et architecturale environnante.

→ **Compte-tenu des modifications portées par le projet de modification simplifiée n°3, il n'y a pas de risque que le projet présente des effets notables sur le paysage urbain ou le patrimoine bâti.**

- **Incidences sur les déchets**

L'évolution du PLU permet la restructuration de la caserne et des anciens logements. Il n'y aura pas de production de déchets supplémentaires. De plus ce sous-secteur se trouve en centre-ville sur le parcours de ramassage des déchets ménagers et du tri sélectif. Cela n'engendrera pas de déchets supplémentaires et le besoin de modification du parcours.

→ **Compte-tenu des modifications portées par le projet de modification simplifiée n°3, il n'y a pas de risque que le projet présente des effets notables sur la gestion des déchets.**

- **Incidences sur les risques et nuisances.**

La Commune est concernée par des risques naturels de séismes, mouvements de terrain et inondation. La commune est dotée d'un PPR approuvé en novembre 2008.

Le risque sismique est de niveau 4 (moyen).

Le risque technologique est pris en compte par le plan de prévention des risques technologiques approuvé le 8 avril 2011. De plus une canalisation de transport d'hydrocarbures liquides raffinés traverse la Commune.

L'entité ne se trouve pas dans un secteur à risques de mouvements de terrain ou d'inondation au PPR.

Le projet ne générera pas de nuisances supplémentaires puisque la destination actuelle est déjà une caserne pour le secours et la défense contre l'incendie.

→ **Compte-tenu des modifications portées par le projet de modification simplifiée n°3, il n'y a pas de risque que le projet présente des effets notables sur les risques naturels, technologiques et autres nuisances.**

- **Incidences sur l'air, l'énergie, le climat**

La modification simplifiée n°3 n'a pas d'incidence sur l'air, le climat ou l'énergie car les possibilités de constructions ne sont pas augmentées et l'activité reste la même par rapport au PLU initial.

→ **Compte-tenu des modifications portées par le projet de modification simplifiée n°3, il n'y a pas de risque que le projet présente des effets notables sur l'air, l'énergie et le climat.**

- **Incidences sur les déplacements**

La modification simplifiée n°3 n'a pas d'incidence sur les déplacements car aucun projet susceptible de générer plus de déplacements qu'au PLU initial n'est mis en place.

- **Incidences sur l'agriculture**

L'entité se situe en centre-ville. La présente procédure ne remet pas en question la pérennité de l'activité agricole ou d'une exploitation agricole et n'entraîne pas de changement de destination consommant du terrain agricole exploité ou naturel en sus de PLU approuvé.

→ **Compte-tenu des modifications portées par le projet de modification simplifiée n°3, il n'y a pas de risque que le projet présente des effets notables sur l'agriculture.**

→ **Conclusion**

Du fait que l'entité concernée se situe en centre-ville, la modification simplifiée n°3 n'a pas d'incidences sur l'agriculture, les milieux naturels et les déplacements.

L'évolution de PLU pour permettre la restructuration de la caserne et des logements existants n'a pas d'incidences sur la gestion des déchets, la gestion des eaux, le paysage ou le patrimoine, la défense incendie et les risques naturels ou technologiques.

Le projet de modification simplifiée n°3 n'a pas d'incidences notables sur l'environnement et, par conséquent, il n'est pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale.

→ **Le projet de modification simplifiée n° 3 du PLU de la commune déléguée d'Annecy n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, y compris les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, moyen et long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs.**

Par conséquent, il a été décidé que la personne publique responsable (Grand Annecy) transmet un dossier d'examen au cas par cas ad hoc pour avis conforme, à l'autorité environnementale (MRAE) en y joignant son annexe 3 (auto-évaluation) que constitue cette présente étude.

3. Prise en compte des documents supra-communaux

Il s'agit ici de s'assurer de la bonne articulation de la modification simplifiée du PLU avec les plans et programmes supra-communaux avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte. Les orientations du PLU sont croisées avec les orientations environnementales des plans et programmes suivants :

- SDAGE Rhône Méditerranée (objectif de compatibilité)
- SCoT du Bassin Annécien (objectif de compatibilité)
- contrat de bassin Fier et Lac (objectif de prise en compte)
- SRCE de la région Auvergne Rhône-Alpes (objectif de prise en compte)
- SRCAE (objectif de prise en compte)

→ **Les modifications apportées au PLU sont cohérentes avec l'ensemble des orientations du PLU et les orientations de ces documents.**

3.1. COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT) DU BASSIN ANNECIEN

Le SCOT du bassin Annécien s'organise autour de 6 axes :

1. Le bassin annécien, territoire de qualité

- Préserver et valoriser les paysages, les milieux naturels et les terres agricoles
- Limiter la consommation d'espaces en articulant le développement avec l'armature urbaine
- Définir un projet architectural et urbanistique de qualité pour le bassin annécien

2. Le bassin annécien, territoire d'accueil

- Renforcer le positionnement de la centralité annécienne dans le sillon alpin et dans le concert des villes Rhône-alpines
- Maintenir le dynamisme économique du bassin annécien
- Encourager la mise en place de stratégies foncières par les collectivités et la solidarité financière entre les communes
- Dynamiser et renforcer l'économie touristique
- Développer les unités touristiques nouvelles de massif et d'intérêt local dans le respect de la loi Montagne

3. Le bassin annécien, territoire d'application de la loi Littoral

- Protéger les espaces sensibles du littoral
- Protéger les espaces agricoles à enjeu fort
- Maîtriser et développer « stratégiquement » l'urbanisation des communes littorales, en dehors et dans les espaces proches du rivage

4. Le bassin annécien, territoire au fonctionnement fluide

- Développer un système de transports performants et attractifs
- Coordonner les projets de transport en commun avec les projets routiers
- Favoriser l'usage des modes doux dans une logique d'intermodalité

5. Le bassin annécien, territoire des proximités

- Offrir des logements pour tous
- DAC : intégrer le développement commercial au service des centralités urbaines
- DAC : délimitation des zones d'aménagement commercial
- Le champ d'application du SCOT en matière d'aménagement commercial
- ZACOM et hors ZACOM : développement des surfaces commerciales
- Organiser un territoire des proximités

6. Le bassin annécien, territoire aux ressources maîtrisées

- Sécuriser la gestion de l'eau
- Maîtriser les consommations énergétiques, favoriser la production d'énergies renouvelables et améliorer la qualité de l'air
- Optimiser la gestion des déchets
- Equilibrer l'offre et la demande locale en matériaux
- Prévenir les risques
- Préserver la qualité des sols et réhabiliter les sites pollués
- Lutter contre les nuisances sonores et olfactives

→ **La présente modification simplifiée n°3 est en adéquation avec le SCOT puisqu'elle a pour vocation permettre la restructuration de la caserne et logements existants dans le but d'améliorer la fonctionnalité, l'hébergement et le logement du personnel.**

3.2. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE RHONE MEDITERRANEE

Le SDAGE (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) 2022/2027 fixe la stratégie pour l'atteinte du bon état des milieux aquatiques en 2027. Ses orientations portent sur :

- S'adapter aux changements climatiques
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau
- Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection pour la santé,
- Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides
- Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement des milieux aquatiques.

La compatibilité avec le SDAGE a été démontré lors de l'élaboration du PLU (*rapport de présentation pp. 79-84*).

→ **La présente modification simplifiée n°3 n'a pas d'incidences sur les milieux aquatiques, les zones humides, la ressource en eau et sur les pollutions.**

3.3. PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE)

Le SRCE de Rhône-Alpes a été approuvé le 19 juillet 2014.

La carte suivante présente les réservoirs de biodiversité, les corridors écologiques ainsi que les espaces perméables terrestres et aquatiques identifiés par le SRCE sur le territoire d'Annecy.

Le SRCE n'identifie aucun corridor écologique dans la Commune.

Le projet de modification simplifiée fait évoluer la réglementation d'espaces situés d'espace bâtis. La prise en compte des orientations du SRCE lors de l'élaboration du PLU a été démontrée (*p. 88-92 du rapport de présentation*).

→ **Le projet de modification simplifiée ne concerne pas ces orientations et prend donc en compte le SRCE.**



Extrait de l'atlas du SRCE – Commune d'ANNECY – Secteur nord

3.4. PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL CLIMAT-AIR-ENERGIE (SRCAE)

Le schéma régional climat-air-énergie (SRCAE) a été approuvé le 24 avril 2014 à l'échelle de la Région Rhône-Alpes. Il définit les orientations et les objectifs en matière de réduction des gaz à effet de serre, de lutte contre la pollution atmosphérique, de développement des filières d'énergies renouvelables et d'adaptation aux changements climatiques.

Le projet de modification simplifiée ne remet pas en question la prise en compte des thématiques environnementales liées au climat, à la qualité de l'air et aux économies d'énergie.

La prise en compte des objectifs du SRCAE lors de l'élaboration du PLU a été démontrée (*p 93-97 du rapport de présentation*)

→ **Le projet de modification simplifiée prend en compte le SRCAE.**

4. Pièces modifiées

Document écrit :

- Pièce 4 : Règlement écrit
- Pièce 4 : règlement graphique